

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 36 (1999)  
**Heft:** 1378

**Artikel:** Table ronde vaudoise : faire de la politique sans en avoir l'air  
**Autor:** Savary, Géraldine  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1014590>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 06.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Faire de la politique sans en avoir l'air

*Grand Conseil, Constituante, Table ronde: une pléthore de lieux de débat politique dans le canton?*

**A**JOURD'HUI LES ENSEIGNANTS communiquent avec leurs élèves, les parents « verbalisent » avec leurs enfants – comme on dit dans le langage psychosocial – et les gouvernants dialoguent avec la société civile. Il est étrange que, dans un pays où l'on cultive jusqu'au fétichisme les serments sur montagne et les pactes de carnotzet, on ait tant besoin de réaffirmer la volonté de nouer les fils d'une sorte de conversation collective. Les tables rondes trônent au rayon des outils de négociation politique. La table ronde fédérale a réuni des partenaires politiques qui se sont mis d'accord, en une nuit, sur une cible d'économies et un objectif de recettes. À Genève, les négociations ont pris un peu plus de temps, mais les séances, organisées du-

rant les mois d'été, se sont très vite limitées aux représentants des partis politiques traditionnels. Résultat, un paquet durement ficelé, puis largement refusé.

## Originalité vaudoise: on consulte

Dans le canton de Vaud, la démarche est différente. Au lendemain de la votation sur le frein à l'endettement du 29 novembre, le Conseil d'État met sur pied une cellule de crise chargée d'organiser une table ronde sur les finances du canton. La plupart des associations représentant la société civile sont conviées au processus, discutant d'égal à égal avec les partis politiques, le Conseil d'État et les syndicats. Groupes

thématiques et discussions plénières se succèdent jusqu'au premier mai, le Conseil d'État *in corpore* y assiste, présidant les séances, allant jusqu'à suivre des cours de communication pour parfaire sa capacité d'écoute (il n'est jamais trop tard pour apprendre). Les organisateurs ne veulent pas d'un paquet global, susceptible de canaliser tous les mécontentements; ils privilégient l'élaboration d'un catalogue de propositions que le Conseil d'État concrétisera pas à pas durant la législature. Plus qu'une démarche en vue d'améliorer les finances cantonales, ce sont des États généraux qui sont organisés; un exercice qui déterminera le programme de législature que le Conseil d'État publiera, bien tardivement, au début de l'été 99. L'objectif de la Table ronde vaudoise est donc d'autant plus ambitieux que les cibles d'économies sont plus modestes. Mais les qualités de l'exercice dévoilent aussi les défauts du système politique.

## La Table ronde, son organisation, ses objectifs

**L'**ORGANISATION DE LA Table ronde a été confiée à un secrétariat général chargé de la communication et de la logistique. Cette cellule de crise fait le lien entre le Conseil d'État, les fonctionnaires et les participants à la Table ronde. Une trentaine d'associations, de syndicats et de partis politiques ont été invités à siéger. Quatre séances plénières sont prévues jusqu'à l'acceptation d'un Pacte, signé par tous les participants en mai 1999. Des groupes thématiques ont été formés (Formation, culture et loisirs – Santé/social – Économie, infrastructures et environnement – Institutions, gestion de l'État et coopération) ainsi qu'un groupe Fiscalité, chargé de trouver de nouvelles recettes. Les groupes Santé/social et Formation, culture et loisirs se sont déjà réunis pour un premier round de discussion.

Le groupe d'appui a mandaté une agence genevoise de communication afin de dispenser aux conseillers d'État une formation en dynamique de groupe. Les conseillers d'État réapprennent les règles du jeu de la communication et de l'écoute. Des coaches assistent les conseillers d'État dans les séances thématiques afin de développer leurs talents de négociateurs. Depuis, dit-on, même les relations entre les membres du gouvernement se sont améliorées.

**LES OBJECTIFS:** le Conseil d'État a renoncé à fixer une cible d'économies. Et si le Grand Conseil l'accepte, alors il abandonnera le décret prévoyant un déficit zéro dans deux ans. L'objectif du petit équilibre en 2001 semble être accepté par la plupart des participants. Et le Conseil d'État a consenti à des efforts répartis équitablement entre économies et nouvelles recettes. Mots d'ordre de la Table ronde: d'une part, envisager toute réforme sur le long terme. Fini les coupes linéaires. D'autre part, privilégier la transversalité des solutions. Enfin, développer la négociation, de telle sorte que les propositions soient acceptées par tous les participants.

## La Table ronde, un aveu de faiblesse

Le Conseil d'État, fraîchement élu l'année dernière à une confortable majorité s'est cassé les dents devant le peuple avec le seul projet qui lui tenait lieu de programme: assainir les finances cantonales. Comment? Il l'ignorait. Et c'est maintenant aux participants de la Table ronde de définir un calendrier politique cohérent, de parvenir à des solutions négociées et acceptées par tous les partenaires. Quant au Grand Conseil, c'est en principe à lui qu'il conviendrait de trouver des réponses aux problèmes. La Table ronde est un aveu de faiblesse de l'autorité exécutive, qui se met à dialoguer pour ne pas gouverner, et d'un pouvoir législatif, provisoirement réduit au silence. Le Conseil d'État, émergeant d'une sorte de coma traumatique, réapprend certes à parler, mais on n'en sait toujours pas plus sur ses priorités.

Reste donc à savoir si la Table ronde lui permettra de reculer pour mieux sauter, ou de mieux reculer pour ne pas sauter.

gs